



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE

DIRECTION DU  
DEVELOPPEMENT  
DURABLE ET DES  
COLLECTIVITES  
TERRITORIALES

Cergy-Pontoise, le

Bureau de  
l'Environnement et du  
Développement Durable

### Arrêté N° A 08 683 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la Société ARAVIS à MONTLIGNON

Le Préfet du Val d'Oise,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le code de l'environnement, livre V, titre Ier, notamment son article R 512-31 ;
- VU l'arrêté ministériel en date du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage ou de stabilisation biologique aérobie soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 27 janvier 2004 autorisant la Société ARAVIS à exploiter sur le territoire de la commune de MONTLIGNON – Lieudit « Les Plâtrières » une unité de compostage de la fraction fermentescible des ordures ménagères et déchets verts, comprenant les installations classées précisées ci-après :

Libellés des rubriques	Désignation des installations	Rubriques	Régime de classement
Fabrication d'engrais et supports de culture Lorsque la capacité de production est supérieure à 10 t/j	Quantité maximale de 23 000 t/an	2170-1	A
Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des), broyage	Quantité maximale de 23 000 t/an	322-B-1	A
Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des), compostage	Quantité maximale de 23 000 t/an	322-B-3	A

- VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France en date du 22 septembre 2008 ;
- L'exploitant entendu ;
- VU l'avis favorable formulé par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 16 octobre 2008 ;
- VU la lettre préfectorale en date du 17 octobre 2008 adressant le projet d'arrêté préfectoral imposant des prescriptions techniques complémentaires à l'exploitant et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;
- VU la lettre en date du 29 octobre 2008 par laquelle la Société ARAVIS précise qu'elle n'a pas de remarque à formuler sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis ;
- **CONSIDERANT** que l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé fixe les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage ou de stabilisation biologique aérobie soumises à autorisation en application du code de l'environnement ;
- **CONSIDERANT** que cet arrêté impose la réalisation d'une étude technico-économique sur les conditions de mise en conformité des installations ;
- **CONSIDERANT** par conséquent qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, d'imposer à la Société ARAVIS des prescriptions techniques complémentaires pour les installations exploitées sur le territoire de la commune de MONTLIGNON ;
- **SUR** la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise ;

### A R R E T E -

**Article 1er** – La Société ARAVIS dont le siège social est situé 30, Rue de l'Egalité à SOISY-SOUS-MONTMORENCY est tenue de transmettre, pour l'installation de compostage qu'elle exploite sur le territoire de la commune de MONTLIGNON – Lieudit « Les Plâtrières », une étude technico-économique sur les conditions de mise en conformité de cette installation par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage ou de stabilisation biologique aérobie soumises à autorisation en application du code de l'environnement.

**Article 2** – Cette étude, qui devra être remise avant le 17 mai 2009, inclura notamment une évaluation de l'impact olfactif de l'installation sur son environnement tel que définie à l'article 26 – paragraphe II de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé.

**Article 3** – Les frais nécessaires pour satisfaire aux dispositions de l'article 1er sont à la charge de l'exploitant.

**Article 4** – En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par les articles L 514-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 5** - Conformément aux dispositions de l'article R 512-39 du code de l'environnement :

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de MONTLIGNON pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie pour être maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Préfecture.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'industriel dans deux journaux d'annonces légales du département.

Un extrait de l'arrêté sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

**Article 6** : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise : 2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 322 - 95027 Cergy-Pontoise cedex.

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**Article 7** : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France et le Maire de MONTLIGNON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le - 5 NOV. 2008

Le Préfet  
Pour le Préfet du Val d'Oise  
Le Secrétaire Général

  
Pierre LAMBERT

